

Lille, le 11 décembre 2011

Le projet bi-média du groupe La Voix du Nord en panne

Dans le cadre de sa stratégie de développement, la direction du groupe La Voix du Nord, titre appartenant au groupe belge Rossel, a engagé, en avril, une négociation avec les organisations syndicales en vue de créer une rédaction unique, bi-média et multtitres. En regroupant les effectifs de ses trois titres quotidiens papier (La Voix du Nord, Nord éclair, Direct Lille Plus), soit 362,6 journalistes, la direction dit vouloir se donner les moyens de se développer sur le numérique. Le directeur général, Jacques Hardoin, fait état d'un chiffre d'affaires numérique qui oscillerait entre 7 et 15 millions d'euros en 2014. Un énorme bond en avant: en 2010, la publicité sur Internet n'avait rapporté que 2,3 millions d'euros. Huit mois et trente négociations plus tard, le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT, le SNJ-FO, la Filpac-CGT aboutissent à ce constat: le compte n'y est pas.

Rossel, l'actionnaire, le même qui s'apprête à racheter la plupart des titres de la PQR détenus par le Groupe Hersant Média (GHM), devenant ainsi le troisième acteur français derrière les groupes EBRA et Ouest France, refuse obstinément d'accroître les effectifs *et d'intégrer du personnel technique à la rédaction*. La nouvelle organisation rédactionnelle table sur le fait que les journalistes acceptent massivement de signer un avenant à leur contrat de travail afin qu'ils travaillent pour plusieurs titres et deviennent bi-média.

Inquiets, les syndicats ont écrit à Bernard Marchant, administrateur délégué du Groupe Rossel, que <le redéploiement des effectifs, dans un volume non pas croissant mais stable sur l'ensemble des trois titres> leur paraissait <insuffisant au regard des tâches envisagées et du chiffre d'affaires espéré.

Le bureau national du SNJ a décidé de se joindre à l'appel à la non parution totale des titres de presse de la PQN lancé" par la Filpac-CGT annoncé pour le 16 décembre.